



MI-LÉGISLATURE 2023-2027

Bilan du groupe parlementaire Vert, octobre 2025

RÉTROSPECTIVE

LES CONSÉQUENCES DU VIRAGE À DROITE

Lors des élections 2023, les VERT-E-S ont réalisé le 2^e meilleur score de leur histoire. Mais, dans l'ensemble, les élections ont marqué un net virage à droite : UDC +8 sièges, MCG +3 sièges, UDF + 1 siège, Le Centre +3 sièges. Ce virage à droite se répercute de plein fouet sur la politique fédérale. Il a clairement renforcé le cartel des partis gouvernementaux et réduit l'ouverture au compromis.

UNE LÉGISLATURE DE RÉGRESSIONS

Après une législature progressiste, nous nous trouvons en pleine législature d'inertie et de régressions. En effet, depuis les élections, la majorité bourgeoise conservatrice au Parlement et au Conseil fédéral tente de revenir en arrière, que ce soit en termes de protection du climat et de l'environnement ou en matière d'égalité et veut réduire à néant – contre la volonté populaire – d'importants acquis de ces dernières années.

Depuis les élections, l'UDC, et de plus en plus le PLR, voire Le Centre, se sont en outre – tant sur le fond que sur la forme – davantage radicalisés. Nos institutions et notre démocratie risquent d'en pâtir : même le droit international et les droits humains sont de plus en plus remis en question.

En ces temps de bouleversements et soubresauts géopolitiques, le Conseil fédéral navigue complètement à vue et se montre cynique : il a réagi à l'élection de Donald Trump par de dangereuses courbettes, aux crimes de guerre israéliens à Gaza par un silence assourdissant et un maintien de la collaboration militaire. Et aux prétentions hégémoniques de la Chine en proposant un nouvel accord de libre-échange.

Parallèlement, vagues caniculaires, sécheresses, inondations et glissements de terrain se font de plus en plus fréquents et violents, menaçant tant notre santé que nos ressources existentielles. Or, au lieu de prendre ses responsabilités face à la crise climatique, le Conseil fédéral l'ignore, pire il démantèle la protection climatique. C'est faire fi des décisions populaires comme la **loi sur la protection du climat**, la **loi sur les énergies renouvelables** et le **référendum autoroutier**.

FAIRE OPPOSITION FONCTIONNE

Dès lors, des avancées progressistes au Parlement ne sont plus que ponctuellement possibles. Exemples : concevoir la nouvelle **e-ID étatique**, **renforcer l'économie circulaire**, instaurer l'**imposition individuelle**, **interdire les cigarettes électroniques jetables**, faire du **harcèlement psychologique (stalking) une infraction pénale**, **interdire l'importation de fourrures ou d'articles en fourrure** issus d'une production cruelle envers les animaux, mettre sur pied le **plan d'action contre le racisme et l'antisémitisme**. Les VERT-E-S ont largement influencé ou fait progresser tous ces projets et le groupe Vert va continuer à utiliser de telles marges de manœuvre, dès qu'il y en a.

Cela étant, il s'agit surtout pour les VERT-E-S d'empêcher des régressions majeures tant environnementales que sociétales.

Faire opposition fonctionne : les succès que les VERT-E-S ont engrangés dans les urnes ou au Parlement en témoignent. En menaçant systématiquement de lancer un référendum, nous avons pu couler la **taxe au tonnage** déjà au stade parlementaire et au moins éviter que la **loi sur la protection de l'environnement** ne soit complètement vidée de sa substance. Sans notre opposition, le **droit de recours des associations** pour les grands projets hydrauliques aurait été complètement supprimé et la protection de la nature davantage affaiblie. Avec le soutien de la population, nous avons pu en outre empêcher une **extension autoroutière** massive et climaticide, une nouvelle **baisse des rentes féminines** (réforme LPP) et des **attaques contre le droit du bail**.

À mi-législature, les VERT-E-S ont gagné 10 des 15 votations populaires, ce qui montre à quel point la majorité de droite au Parlement et au Conseil fédéral snobe la population.

SUCCÈS D'UNE LÉGISLATURE RÉFÉRENDAIRE

Or, il semble que ni le Conseil fédéral, ni le Parlement ne tirent de leçons de leurs défaites en votation : au lieu de mettre le cap sur la neutralité climatique, le conseiller fédéral Albert Rösti veut saboter le tournant énergétique et les énergies renouvelables avec un **retour chimérique au nucléaire** et piétiner l'autonomie communale pour le **30 km/h**.

Au lieu de lutter résolument en faveur de relations étroites avec nos allié-e-s les plus proches, l'**UE**, les partis de droite préfèrent miser sur un **accord de libre-échange avec le Mercosur**, nuisible tant pour le climat que pour notre agriculture. Et au lieu de stopper enfin cette **surenchère militaire** injustifiée et désapprouvée par la majorité de la population ou au moins de remettre en question ce **frein aux dépenses** rigide, le Conseil fédéral lance un **train d'économies**, fossoyeur d'avenir, qui saigne à blanc la protection climatique, les transports publics et la formation.

Conclusion : **nous nous trouvons en pleine législature référendaire. Les VERT-E-S sont prêt-e-s à couler les régressions les plus graves dans les urnes. Et nous avons montré ces deux dernières années que nous en avons la capacité et que nous pouvons mettre un veto à la politique du climat ou de l'égalité.**

RÉGRESSIONS EN PROTECTION DU CLIMAT ET DE L'ENVIRONNEMENT

La double crise du climat et de la biodiversité ne cesse de s'aggraver : nous en voulons pour preuve les incendies de forêts au Sud de l'Europe, les records annuels de fonte des glaciers alpins ou les températures records en Méditerranée. **Et elle se fait aussi de plus en plus sentir en Suisse, car elle compromet notre santé et nos ressources existentielles.**

En été 2024, de graves intempéries en Valais, dans les Grisons et au Tessin ont causé des dégâts énormes et des pertes humaines, tout comme les éboulements tragiques à Blatten en 2025. De même, les vagues caniculaires mortelles, comme celle de cette année, s'accumulent avec un climat qui se réchauffe de plus en plus, tandis que pesticides et PFAS polluent nos sols, nos cours d'eau et affectent notre santé.

Or, la volonté populaire est on ne peut plus limpide : elle veut appliquer l'Accord de Paris sur le climat et son objectif de neutralité carbone (en acceptant la **loi sur la protection du climat**), accélérer le tournant énergétique (en acceptant la **loi sur les énergies renouvelables**) et rendre la mobilité climat-compatible et salubre (en rejetant l'**extension autoroutière**). **Cependant, il semblerait que le Conseil fédéral, sous la houlette du ministre de l'environnement Albert Rösti, n'en a cure.**

LE TOURNANT ÉNERGÉTIQUE SABOTÉ

Au lieu de réaliser le tournant énergétique, par exemple en encourageant le développement du solaire, le Conseil fédéral veut le saboter – énergies renouvelables comprises – avec le **retour chimérique au nucléaire** ou la **suppression inutile de la rétribution minimale**. Au lieu de respecter nos obligations découlant de l'Accord de Paris sur le climat ou de l'arrêt de la CEDH pour une protection climatique rigoureuse, le Conseil fédéral met en route une **politique climatique 2031 - 2040** totalement insuffisante, compte sur les permis de polluer et veut couper les vivres aux rénovations énergétiques (**Programme Bâtiments**).

Et au lieu de prendre au sérieux le verdict populaire contre de nouvelles méga-autoroutes, le Conseil fédéral n'a de cesse de priver les **relations ferroviaires internationales et les trains de nuit** d'argent et s'attaque de manière anti-démocratique au **30 km/h**.

De même, on observe un affaiblissement systématique de la protection de la biodiversité et de nos cours d'eau. À titre d'exemple, en supprimant la prescription de **3,5 pour cent de surface de promotion de la biodiversité** (**motion Grin**), en admettant automatiquement des **pesticides problématiques** de l'UE (**iv. pa. Bregy**), en refusant d'interdire ces **PFAS** si insalubres et – pour couronner le tout – en renonçant à financer une étude sur les effets à terme de ces polluants éternels.

RÉGRESSIONS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ

Au cours de ces deux dernières années, les partis de droite ont attisé non seulement un conflit linguistique grotesque, mais ils mènent un conflit culturel toujours plus absurde et

dangereux en matière d'égalité, au détriment des femmes et des minorités. Exemples à ce sujet sont les **attaques contre la protection de la maternité**, la menace de **supprimer les rentes de veuve** et **l'annulation des salaires minimums cantonaux**, qui toucherait en particulier durement les femmes.

Malgré des inégalités salariales persistantes, le Conseil fédéral refuse de **durcir la loi sur l'égalité**. Qui plus est, la majorité bourgeoise veut le moins possible **financer les crèches**, alors que ce serait plus que nécessaire pour les enfants, leurs familles, et même pour l'économie.

Ce retour de manivelle anti-égalité a déjà débuté durant la législature précédente. Par exemple, la tentative de l'UDC – directement importée des États-Unis – de restreindre les **interruptions de grossesse**, ses attaques contre les personnes trans ou non binaires et le relèvement de **l'âge de la retraite des femmes**, auquel les VERT-E-S se sont opposé-e-s jusqu'au Tribunal fédéral.

INITIATIVES POUR UN CONGÉ FAMILIAL ET POUR DES SOINS INFIRMIERS FORTS

La Suisse a besoin non pas de moins, mais certainement de plus d'égalité : notre politique familiale fait figure de lanterne rouge européenne. De plus, les femmes gagnent toujours moins que les hommes et reçoivent même 30% de moins de rente. Au cours de cette législature, les VERT-E-S, de concert avec une nette majorité de la population, se sont opposé-e-s à une baisse des rentes féminines (**réforme LPP**), au relèvement de l'âge de la retraite (**initiative sur les rentes**) et ont soutenu une revalorisation – essentielle pour les femmes – de l'AVS (**AVSx13**).

Durant les deux prochaines années, le groupe parlementaire Vert poursuivra son engagement en faveur d'un financement socialement juste de la 13^e rente AVS, de l'instauration de **bonifications pour tâches éducatives et d'assistance** dans le 2^e pilier et d'une meilleure conciliation travail – famille. Les projets-clés à ce sujet sont notre **initiative pour un congé familial paritaire** et une rapide amélioration des conditions de travail dans les professions à temps partiel (comme le veut **l'initiative pour des soins infirmiers forts**, dont le Conseil fédéral propose une mise en œuvre tardive et bien insuffisante).

En outre, les VERT-E-S ont déposé plusieurs interventions parlementaires pour **lutter contre les inégalités salariales** en améliorant les contrôles et en durcissant les sanctions et pour **lutter contre la violence genrée et les féminicides**.

PERSPECTIVES

LEGISLATURE REFERENDAIRE

À l'instar de la première moitié de cette législature, la seconde sera consacrée à empêcher des régressions en politique climatique et environnementale et en matière d'égalité. Lors de la session d'hiver déjà, il s'agira de couler le **train d'économies** gouvernemental, inutile et fossoyeur d'avenir, au Conseil des États, car il revient à couper drastiquement dans la

protection du climat et de l'environnement (par exemple dans le Programme Bâtiments) et dans l'égalité des chances (en doublant les taxes d'études) et à rétro pédaler dans la mobilité (renchérissement des transports publics).

Les VERT-E-S ont déjà fait maintes propositions afin de rendre ce train d'économies obsolète, comme **assouplir ce frein aux dépenses rigide**, générer de nouvelles recettes, p.ex. **en relevant la TVA sur les articles de luxe climaticides**, en taxant le **kérosène**, en cessant de payer pour des **avions de combat F-35**. **Si lors des sessions d'hiver et de printemps, le Parlement s'en tient à ce train d'économies fossoyeur d'avenir en l'état, les VERT-E-S lanceront un référendum.**

De même, à l'encontre des projets du conseiller fédéral Albert Rösti d'autoriser la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, les VERT-E-S sont prêt-e-s à recourir au référendum. Nous n'accepterons en aucun cas de revenir à l'ère nucléaire et de saboter ainsi le tournant énergétique, de dilapider des milliards des contribuables et de s'exposer au risque d'accidents nucléaires. Nous l'empêcherons soit au Parlement ou plus tard dans les urnes.

PAS DE LIBRE-ÉCHANGE SANS PROTECTION ENVIRONNEMENTALE NI DROITS HUMAINS

C'est naturellement valable pour le projet absurde du Conseil fédéral de conclure un nouvel accord de libre-échange avec la Chine. Un pays qui foule aux pieds les droits humains et qui menace la sécurité intérieure de la Suisse, comme le reconnaît même le Service de renseignement de la Confédération dans son rapport sur la sécurité. Toujours est-il que le groupe Vert a réussi à forcer la main du Conseil fédéral pour renforcer la protection des communautés persécutées contre les activités de prise d'influence étrangères et chinoises ([motion 25.3419](#)).

Il est en outre nécessaire de suspendre l'accord de libre-échange avec le Mercosur. Car celui-ci attise le réchauffement climatique, accélère la déforestation de l'Amazonie et menace notre agriculture. Cet accord climaticide ne saurait répondre aux crispations des relations commerciales avec les États-Unis.

Il faut au contraire conclure des accords commerciaux durables (comme l'**Accord sur le changement climatique, le commerce et la durabilité**, que le groupe des VERT-E-S a âprement défendu). Et bien sûr il s'agit de consolider en priorité nos relations économiques avec notre partenaire commerciale la plus proche, l'UE. Le groupe Vert vient d'annoncer qu'il soutient l'**accord sur l'électricité**, qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour que les **bilatérales 3**, tout comme l'initiative xénophobe « **pas de Suisse à 10 millions** » de l'UDC, soient rapidement – **avant les élections** – mises en votation.

Enfin, il est également question de référendum contre la tentative de **réduire la loi sur le matériel de guerre comme peau de chagrin**, celui contre l'**affaiblissement du service civil** étant déjà en route.

DÉTERMINATION VERTE À AGIR

La Suisse n'a pas besoin d'inertie, mais en toute urgence de progrès. Et notre détermination ne se limite pas – loin s'en faut – à l'empêcher de régresser. Nos initiatives populaires proposent des solutions aux problèmes que le Conseil fédéral et la droite parlementaire refusent systématiquement d'empoigner en matière de climat et d'égalité.

PROGRESSER GRÂCE À NOS INITIATIVES

En 2023, la population a clairement accepté l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050 et approuvé en 2024 le tournant énergétique et davantage de protection climatique en disant Oui à la loi sur les énergies renouvelables. **De concert avec le PS, les VERT-E-S ont lancé l'initiative pour un fonds climat, afin de disposer de suffisamment d'argent pour ce projet de longue haleine.** Le Parlement ayant refusé d'en débattre, la population aura l'occasion de corriger l'errance parlementaire l'année prochaine.

L'**initiative solaire**, que les VERT-E-S déposeront cette année encore, vise aussi à donner un grand coup d'accélérateur au tournant énergétique. **Elle représente une étape-clé pour réaliser les objectifs climatiques de la Suisse.**

Enfin, l'**initiative place financière** veille à ce que la place financière suisse, dont les investissements émettent 18x la quantité de CO₂ émis en Suisse même, remplisse enfin ses obligations climatiques. C'est d'autant plus important après **l'échec retentissant de l'illusion gouvernementale d'une autorégulation efficace de ce secteur**, comme vient de le confirmer la sortie de l'UBS de l'alliance bancaire zéro net (Net-Zero Banking Alliance).

De la même manière, nous ne nous satisfaisons pas non plus de l'inertie en matière de politique familiale et d'égalité. **En acceptant à une large majorité le congé paternité de 2 semaines, la population suisse a signifié qu'elle ne voulait plus être la lanterne rouge en politique familiale.** C'est pourquoi, nous avons lancé l'**initiative pour un congé familial paritaire** de 18 semaines pour chaque parent, qui sera déposée l'année prochaine : elle s'assure que les parents obtiennent enfin suffisamment de temps pour réorganiser le plus sereinement possible leur famille autour du nouveau-né. Paritaire – 18 semaines pour chaque parent – elle contribue à transformer les vieux stéréotypes. C'est d'autant plus nécessaire, puisque les femmes effectuent toujours la majeure partie du travail – sous-payé, voire non payé – des soins. Notre initiative permettra aux mères de retourner plus facilement à la vie professionnelle après la naissance, et à des taux d'occupation plus élevés, **ce qui améliore la conciliation famille – travail**, la situation des femmes sur le marché du travail, tout en réduisant les inégalités salariales.

PROGRÈS AU PARLEMENT

Au Parlement également, nous allons continuer à utiliser les marges de manœuvre existantes. Durant la législature actuelle, nous voulons concrétiser une revendication Verte de longue date, la **légalisation du cannabis**. En effet, le groupe parlementaire Vert a déposé sa première initiative parlementaire visant à le légaliser complètement il y a plus de 30 ans. Nous

voyons aussi des possibilités de progresser – et de rattraper le retard de la Suisse – dans l’inclusion des personnes en situation de handicap. Nous en aurons notamment l’occasion lors des étapes-clés que sont l’extension de **leurs droits politiques**, la réforme de la **loi sur l’égalité pour les handicapés**, l’**initiative pour l’inclusion** et la **reconnaissance de la langue des signes**.

De plus, le groupe Vert au Palais fédéral **prendra fait et cause pour améliorer la protection du climat et de l’environnement** : nous lutterons pour **maintenir la rétribution minimale** du courant solaire, pour **inciter à économiser l’énergie**, pour instaurer un mécanisme d’ajustement carbone aux frontières et pour **mieux adapter la Suisse et nos villes au réchauffement climatique à venir**. Notre **plan canicule** en esquisse déjà l’orientation : rafraîchir villes et agglomérations, protéger la santé et les cours d’eau, adapter le droit du travail et du bail.

Une chose est sûre : le groupe parlementaire Vert maintiendra la pression pour **interdire à terme les PFAS**, **appliquer le principe de causalité pour en réparer les dégâts** et pour observer les conséquences sanitaires de ces polluants éternels grâce à un monitoring.

DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE ET LE DROIT INTERNATIONAL

Au cours des deux prochaines années, une des priorités de notre travail parlementaire sera de renforcer notre démocratie et de protéger nos institutions. Au vu des allégeances du Conseil fédéral envers Donald Trump, nous avons proposé notre propre projet législatif pour **réglementer les plateformes** et l’avons intégré au processus parlementaire ([iv. pa. Mahaim](#)). Notre objectif : mieux protéger contre les discours de haine en ligne et la désinformation.

Sur la base de la nouvelle e-ID, à laquelle les VERT-E-S ont été largement partie prenante, nous voulons désormais faire progresser la **cybercollecte de signatures** et ainsi lutter efficacement contre leurs falsifications massives. Afin de combler le manque de représentativité de notre démocratie directe, nous voulons aussi contribuer au succès du droit à la naturalisation (**initiative pour la démocratie**), élargir le Conseil fédéral à 9 membres et nous assurer que la Suisse applique les arrêts des tribunaux internationaux, comme celui de la CEDH. **Enfin, nous voulons opposer à la surenchère militaire des partis de droite, un engagement accru de la Suisse à la coopération internationale et à la promotion de la paix.**

En raison des soubresauts géopolitiques, nous serons à pied d’œuvre pour réduire la dangereuse dépendance de la Suisse envers des États autocratiques et dictatoriaux, comme l’**abandon de l’achat des F-35**, une sortie du combustible nucléaire russe ou la mise sur pied d’une industrie solaire européenne (participation de la Suisse au **plan industriel du pacte vert européen**). Par ailleurs, nous voulons créer une infrastructure numérique plus indépendante des géants de la Tech américaine et leur imposer une **taxe numérique**. D’autres étapes-clés démarreront au cours de cette législature en politique climatique (**politique climatique post-2030**), politique des transports (**Transports ’45**), en économie agro-alimentaire (**politique agricole 2030+**) ou en prévoyance-vieillesse (**AVS 2030**). **Étant donné que leur adoption ou mise en œuvre aura lieu lors de la prochaine législature, les élections 2027 joueront ici un rôle décisif.**

LES VERT-E-S SONT PRÊT-E-S

Afin de réaliser une réelle transformation et de véritables progrès dans un contexte mondial incertain, **il faut changer de cap politique, au plus tard lors des élections 2027...** au Parlement et au Conseil fédéral.

Les VERT-E-S sont fin prêt-e-s : quelque 15'000 membres – un record – soutiennent désormais notre engagement pour un avenir écologique, social et où il fait bon vivre. Les membres du groupe parlementaire sont également prêt-e-s à endosser des responsabilités : comme en témoignent, au cours de l'actuelle législature, la **candidature au Conseil fédéral de Gerhard Andrey**, la reprise du dossier de la crise du Crédit Suisse sous la **vice-présidente de la CEP, Franziska Ryser**, ou l'**élection de Céline Vara** au gouvernement neuchâtelois. Et trois de ses membres - **Nicolas Walder** (Genève), **Balthasar Glättli** (Zurich) et **Aline Trede** (Berne) sont déterminé-e-s à faire le saut dans un exécutif communal ou cantonal.

Tant le groupe parlementaire que le parti s'est rajeuni avec succès en élisant Lisa Mazzone à la présidence du parti et Raphaël Mahaim et Franziska Ryser à la vice-présidence du groupe. **Les VERT-E-S sont donc prêt-e-s pour la seconde moitié de cette législature.**